



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

Direction du Cabinet et de la Sécurité  
Service de la Communication Interministérielle  
Affaire suivie par : Arnaud Hellégouarch  
Tél : 02.97.54.87.03 06 71 07 42 57  
Mél : [pref-communication@morbihan.gouv.fr](mailto:pref-communication@morbihan.gouv.fr)

Vannes, le 15 mai 2020

## COMMUNIQUE de PRESSE

### **Ouverture des plages de 15 communes et reprise progressive des activités de plaisance et des activités nautiques**

L'article 9 du décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, publié le 12 mai au Journal officiel, prévoit que l'accès aux plages, aux plans d'eau et aux lacs est interdit.

Cependant, le préfet de département peut sur proposition du maire autoriser l'accès aux plages, aux plans d'eau et aux lacs si sont mis en place les modalités et les contrôles de nature à garantir les gestes barrières, la distanciation sociale et l'interdiction de rassemblement de plus de 10 personnes.

Cette autorisation requiert un engagement de la commune pour organiser les règles d'ouverture de sa plage. Ces règles doivent être inscrites dans un arrêté municipal.

**Suite à la consultation des communes, le préfet du Morbihan autorise de manière dérogatoire, par arrêté du 14 mai 2020, l'ouverture de plages sur 15 communes du département (liste en annexe).** Cette liste est susceptible d'évoluer en fonction des demandes formulées par les communes.

Par ailleurs, toujours en application du décret du 11 mai 2020, les activités de plaisance et nautiques sont interdites sur tout le littoral. Dans le cadre de la levée progressive du confinement, ces activités peuvent être autorisées au cas par cas par arrêté préfectoral, sur demande des communes concernées.

Au même titre que les dérogations demandées pour les plages, il appartient donc aux maires de solliciter une dérogation auprès du préfet de département pour permettre la reprise des activités nautiques et de plaisance sur tout le littoral de la commune.

**Après consultation des communes, le préfet a ainsi autorisé, par un arrêté du 14 mai 2020, la reprise de la plaisance et des activités nautiques sur l'ensemble des communes du département, sauf pour certaines cales et pour les îles pour lesquelles une réflexion complémentaire est en cours.**

La plaisance et les activités nautiques autorisées à titre dérogatoire doivent néanmoins respecter les mesures sanitaires en vigueur :

- Respect des gestes barrières et de distanciation sociale
- Pas de regroupements de plus de 10 personnes



[morbihan.gouv.fr](http://morbihan.gouv.fr)



Préfet du Morbihan

**Autorisation à titre dérogatoire de l'accès aux plages dans le Morbihan – 14 mai 2020**

<b>Commune</b>	<b>Lieu</b>
Billiers	Les Barges – Les Granges
Damgan	Grande Plage ; Kervoyal ; Landrezac ; Saint-Guérin ; Pointe du Bil ; du Govet ; du Treutan ; du Lenn
Erdeven	Plage de Kerhillio
Gâvres	Plage du Goerem ; Grande plage ; Petite mer de Gâvres
Guidel	Bas Pouldu ; La falaise ; Le Loc'h ; Pen er Malo ; Laennec-Guidel
Larmor Baden	Berchis et Locmiquel
Locmiquelic	La plage du Loch
Pénestin	Loguy ; Lomener ; La Mine d'or ; Poudrantrais ; Marescle ; Loscolo ; Palandrin
Plougoumelen	Traon
Plouharnel	Les sables blancs ; La grande plage; Le bois d'amour
Plouhinec	Le long de la façade océanique entre les plages de Kervegant et du Magouëro, aux abords du sémaphores de la barre d'Étel au Lines ; la plage de l'anse du Magouër ; la bande littorale située entre le Men Du et Beg en Havr
Port Louis	La grande plage ; la côte rouge ; le trait de côte du Lohic
Riantec	La Côte rouge ; Le Chell ; Les Salles ; Stervins ; île de Kerner et autres sites du domaine public maritime de la commune
Saint-Gildas de Rhuys	Kervert ; Gohvelins ; Port Maria ; Port aux Moines ; Poulgor ; Kercambre ; Poul
Sarzeau	Banastère ; Beg Lan ; Etendues sableuses du Golfe ; la Grée Saint-Jacques ; Kerfontaine ; Landrezac ; Penvins ; Port Saint Jacques ; Le Rohaliquen ; Suscinio



**PREFET DU MORBIHAN**

**Arrêté du 14 mai 2020  
portant autorisation à titre dérogatoire de l'accès aux plages, lacs et plans d'eau  
dans le département du Morbihan**

**LE PRÉFET DU MORBIHAN**  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-15 et suivants ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment le 3° de l'article L 2215-1 ;

**Vu** la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**Vu** la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Patrice FAURE, en qualité de préfet du Morbihan ;

**Vu** le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment ses articles 1, 2, 7 et 9, publié au Journal officiel le 12 mai 2020;

**Vu** la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du covid-19;

**Vu** les demandes et projets d'arrêtés municipaux des maires des communes concernées ;

**Vu** l'urgence ;

**Considérant** que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, jusqu'au 10 juillet 2020 sur l'ensemble du territoire national pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**Considérant** qu'afin de prévenir la propagation du virus COVID-19, le Premier ministre a, à l'article 9 du décret n° 2020-548 du 11 mai 2020, interdit l'accès aux plages, lacs et plans d'eau ; que toutefois, par les mêmes dispositions, le Premier ministre a habilité le représentant de l'État, sur proposition du maire, à autoriser l'accès aux plages, lacs et plans d'eau ;

**Considérant** que le département du Morbihan fait l'objet, eu égard à sa situation sanitaire, d'un classement en zone verte en application de l'article 2 du décret du 11 mai 2020 susvisé ;

**Considérant** que les demandes et projets d'arrêtés municipaux des maires concernés précisent les modalités et les contrôles mis en place afin de garantir le respect des mesures barrières et l'interdiction des rassemblements de plus de dix personnes;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Morbihan,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'accès aux plages, lacs et plans d'eau listés en annexe est autorisé à titre dérogatoire durant la période d'état d'urgence sanitaire, sous réserve de la mise en place des mesures précisées à l'article 2 et selon les conditions définies par le ou les arrêtés municipaux de chaque commune concernée;

**Article 2** : Les personnes souhaitant accéder aux espaces mentionnés à l'article 1er doivent veiller au strict respect des gestes des mesures d'hygiène et de distanciation sociale et aux dispositions relatives aux rassemblements définis aux articles 1<sup>er</sup> et 7 du décret du 11 mai 2020 susvisé ainsi qu'au respect des règles définies par les autorités compétentes. Ces règles devront être affichées de manière claire aux différents points d'accès à ces espaces.

**Article 3** : Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal administratif de Rennes peut également être saisi dans les deux mois par l'application internet « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** : Le secrétaire général, sous préfet de l'arrondissement de Vannes, le sous-préfet de Lorient, le sous-préfet de Pontivy, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, les maires des communes concernées, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan, dont copie sera transmise aux maires concernés et aux procureurs de la République de Lorient et de Vannes.

Fait à Vannes, le 14 mai 2020

Le Préfet



Patrice FAURE

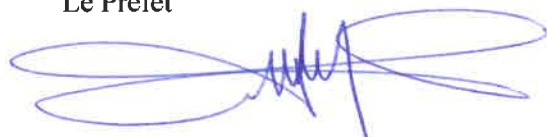
Annexe à l'arrêté portant autorisation à titre dérogatoire de l'accès aux plages dans le département du Morbihan

<b>Commune</b>	<b>Lieu</b>
Billiers	Les Barges – Les Granges
Damgan	Grande Plage ; Kervoyal ; Landrezac ; Saint-Guérin ; Pointe du Bil ; du Govet ; du Treutan ; du Lenn
Erdeven	Plage de Kerhillio
Gâvres	Plage du Goerem ; Grande plage ; Petite mer de Gâvres
Guidel	Bas Pouldu ; La falaise ; Le Loc'h ; Pen er Malo ; Laennec-Guidel
Larmor Baden	Berchis et Locmiquel
Locmiquelic	La plage du Loch
Pénestin	Loguy ; Lomener ; La Mine d'or ; Poudrantrais ; Marescle ; Loscolo ; Palandrin
Plougoumelen	Traon
Plouharnel	Les sables blancs ; La grande plage; Le bois d'amour
Plouhinec	Le long de la façade océanique entre les plages de Kervegant et du Magouëro, aux abords du sémaphores de la barre d'Etel au Lines ; la plage de l'anse du Magouër ; la bande littorale située entre le Men Du et Beg en Havr
Port Louis	La grande plage ; la côte rouge ; le trait de côte du Lohic

Annexe à l'arrêté portant autorisation à titre dérogatoire de l'accès aux plages dans le département du Morbihan

Riantec	La Côte rouge ; Le Chell ; Les Salles ; Stervins ; île de Kerner et autres sites du domaine public maritime de la commune
Saint-Gildas de Rhuys	Kervert ; Gohvelins ; Port Maria ; Port aux Moines ; Poulgor ; Kercambre ; Poul
Sarzeau	Banastère ; Beg Lan ; Etendues sableuses du Golfe ; la Grée Saint-Jacques ; Kerfontaine ; Landrezac ; Penvins ; Port Saint Jacques ; Le Rohaliguen ; Suscinio

Vu pour être annexé à mon arrêté du 14/05/20  
Le Préfet



Patrice FAURE



## PREFET DU MORBIHAN

### **Arrêté du 14 mai 2020 portant autorisation à titre dérogatoire de l'exercice des activités nautiques et de plaisance dans le département du Morbihan**

**LE PRÉFET DU MORBIHAN**  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-15 et suivants ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment le 3° de l'article L 2215-1 ;

**Vu** la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**Vu** la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Patrice FAURE, en qualité de préfet du Morbihan ;

**Vu** le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment ses articles 1, 2, 7 et 9, publié au Journal officiel le 12 mai 2020;

**Vu** la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du covid-19;

**Vu** les demandes des maires des communes concernées ;

**Vu** l'urgence ;

**Considérant** que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, jusqu'au 10 juillet 2020 sur l'ensemble du territoire national pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

**Considérant** qu'afin de prévenir la propagation du virus COVID-19, le Premier ministre a, à l'article 9 du décret n° 2020-548 du 11 mai 2020, interdit les activités nautiques et de plaisance ; que toutefois, par les mêmes dispositions, le Premier ministre a habilité le représentant de l'État, sur proposition du maire, à autoriser l'exercice des activités nautiques et de plaisance ;

**Considérant** que le département du Morbihan fait l'objet, eu égard à sa situation sanitaire, d'un classement en zone verte en application de l'article 2 du décret du 11 mai 2020 susvisé ;

**Considérant** les demandes des maires des communes concernées afin d'autoriser l'exercice des activités nautiques et de plaisance sur le territoire de leurs communes;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Morbihan,

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** L'exercice des activités nautiques et de plaisance est autorisé à partir des ports, des infrastructures de mise à l'eau et des zones de mouillages des communes listées en annexe:

**Article 2 :** L'autorisation prévue à l'article 1 s'exerce conformément à la réglementation en vigueur, et aux arrêtés municipaux pris en application des pouvoirs de police du maire dans la bande des 300 mètres à partir du rivage, ainsi que des arrêtés municipaux réglementant l'accès aux plages autorisées par le préfet du Morbihan.

**Article 3 :** Les personnes souhaitant pratiquer les activités nautiques et de plaisance autorisées à l'article 1er doivent veiller au strict respect des gestes des mesures d'hygiène et de distanciation sociale et aux dispositions relatives aux rassemblements définis aux articles 1<sup>er</sup> et 7 du décret du 11 mai 2020 susvisé ainsi qu'au respect des règles définies par les autorités compétentes. Ces règles devront être affichées de manière claire aux différents points d'accès à ces espaces.

**Article 4 :** Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal administratif de Rennes peut également être saisi dans les deux mois par l'application internet « Télécours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** Le secrétaire général, sous préfet de l'arrondissement de Vannes, le sous-préfet de Lorient, le sous-préfet de Pontivy, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, les maires des communes concernées, les gestionnaires des ports et cales le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan, dont copie sera transmise aux maires concernés et aux procureurs de la République de Lorient et de Vannes.

Fait à Vannes, le 14 mai 2020

Le Préfet

Patrice FAURE



Annexe à l'arrêté portant autorisation à titre dérogatoire de l'exercice des activités nautiques et de plaisance dans le département du Morbihan

<b>Commune</b>	<b>ports ou infrastructures de mise à l'eau</b>
Arradon	Tous
Arzal	Tous
Arzon/Le Crouesty	Tous
Auray	Tous
Baden	Tous
Belz	Tous
Billiers	Tous
Camoel	Tous
Carnac	Tous sauf : Le Pô ; Port An Dro ; Churchill
Crach	Tous
Damgan	Tous
Erdeven	Tous
Etel	Tous
Férel	Tous
Gavres	Tous
Guidel	Tous
Hennebont	Tous
Kervignac	Tous
Lanester	Tous
La Roche Bernard	Tous
La Trinité sur Mer	Tous
Larmor Baden	Tous
Larmor Plage	Tous
Le Bono	Tous
Le Hézo	Tous
Le Tour du Parc	Tous
Locmariaquer	Tous
Locmiquelic	Tous
Locoal Mendon	Tous sauf Penines
Lorient	Tous
Marzan	Tous
Nivillac	Tous
Nostang	Tous
Pénestin	Tous
Ploemeur	Tous
Plougoumelen	Tous
Plouharnel	Tous
Plouhinec	Zones portuaires seules
Port-Louis	Tous
Quiberon	Toutes cales sauf : cale de la plage de Goviro, cale de la pointe de Goulvars, cale de la plage et pointe du Conguel
Riantec	Tous
Saint-Armel	Tous
Saint Gildas de Rhuys	Tous

Annexe à l'arrêté portant autorisation à titre dérogatoire de l'exercice des activités nautiques et de plaisance dans le département du Morbihan

Sainte-Hélène	Tous
Saint-Philibert	Tous
Saint-Pierre-Quiberon	Tous
Sarzeau	Tous
Séné	Tous
Theix-Noyal	Tous
Vannes	Tous sauf la cale de Conleau

Vu pour être annexé à mon arrêté du 14/05/2020  
Le Préfet



**Patrice FAURE**